

sont autant d'événements qui ne doivent rien au hasard. Pris globalement, ils annoncent le début d'une ère nouvelle dans la politique internationale en Asie.

Dans le «nouveau trilatéralisme», les États-Unis proposent, le Japon suit et la Chine joue le rôle de balancier. Grâce à leur coalition, ces trois nations possèdent aujourd'hui un pouvoir sans précédent. Leur force militaire, leurs ressources humaines et leur savoir technologique et économique réunis constituent un contre efficace aux visées de l'URSS en Extrême-Orient et obligent celle-ci à chercher ailleurs une issue à son encerclement, d'où ses manœuvres en Asie du Sud-Est.

Les raisons du «nouvel ordre»

Près de cinq années se sont écoulées depuis le jour où le premier ministre Tanaka serrait la main du président Mao et du premier ministre Chou En-lai, aujourd'hui disparus, et indiquait ainsi que le Japon n'entendait le céder en rien aux États-Unis quant à leur désir d'établir des relations amicales avec la Chine (bien que sa visite en Chine ait été précédée de quelques mois par la «bombe» Nixon). Les négociations qui avaient précédé la conclusion du traité de paix et d'amitié s'étaient prolongées en raison d'événements perturbateurs et de certaines divergences de fond sur des principes auxquels tenaient fermement les parties en cause. La tournure des événements fin 1978 n'avait donc pas été prévue, et c'est d'ailleurs en URSS que l'effet de surprise aura été le plus marqué. Toutefois, la rapidité avec laquelle ce nouvel ordre s'est instauré en Extrême-Orient s'explique par divers facteurs, entre autres l'échec de la détente, les querelles intestines dans les deux grands camps idéologiques, et en particulier les changements survenus à la tête des gouvernements concernés.

En premier lieu, la politique de détente des années soixante et soixante-dix n'a pratiquement pas eu d'effet en Asie où les problèmes surgissaient plus souvent entre alliés qu'entre ennemis. Aux yeux des Soviétiques, les Chinois poussaient un peu trop loin leur zèle communiste et révolutionnaire. Les Américains, quant à eux, voyaient avec consternation le Japon devenir plus capitaliste et plus pacifique qu'ils ne l'avaient jamais voulu. Moscou se retrouvait désormais affublée du titre de capitale du «révisionnisme», et la Bourse de New York devenait le marché de change du yen japonais.

Dans le camp socialiste, les différends étaient à la fois profonds et étendus. Ils prenaient la forme tantôt de désaccords idéologiques, tantôt d'escarmouches frontalières, tantôt encore de luttes d'influence au sein du mouvement et de concours de popularité auprès des jeunes nations.

Parallèlement, la bataille économique que se livraient le Japon et les États-Unis était plus réelle que ne le laissaient supposer les apparences. La question devint si politisée qu'un poste spécial fut créé au sein

du Cabinet japonais et confié à un ancien diplomate chargé d'aplanir les relations commerciales avec les États-Unis et les pays membres de la Communauté économique européenne. Pour beaucoup d'Américains, la concurrence de la machine économique japonaise était aussi «déloyale» que l'avait été l'attaque lancée en 1941 contre Pearl Harbour par l'empire japonais. Les critiques selon lesquelles leur pays avait la partie belle dans son cheminement vers «la paix et la prospérité» plaçaient les dirigeants japonais dans une position insoutenable, car le climat politique intérieur n'était pas encore propice à un «virage à droite». À l'occasion d'une rencontre internationale, le premier ministre Fukuda se plaignit que la conjoncture lui rappelait celle des années trente, laissant ses interlocuteurs occidentaux le soin d'interpréter ces paroles. À l'évidence, il s'imposait de trouver un nouvel ordre international au sein duquel chacune de ces puissances asiatiques, soit les États-Unis, l'URSS, la Chine et le Japon, pourrait trouver sa place.

Dès le retour à une certaine stabilité politique intérieure avec l'élection de M. Carter comme trente-neuvième président, les États-Unis déclenchaient l'offensive diplomatique. Leur politique extrême-orientale reposait sur deux grands principes, soit laisser aux Asiatiques le soin d'assurer eux-mêmes leur sécurité et leur prospérité, et neutraliser les ambitions soviétiques en Asie. Le moment n'aurait pu être mieux choisi. Le nouveau régime chinois venait tout juste d'écarter la «Bande des quatre» dont le fanatisme rendait toute approche rationnelle impossible. La Constitution de 1978 issue de la pensée du président Hua proclame le désir de la Chine de «moderniser» ses forces de défense et ses structures socio-économiques. Zbigniew Brzezinski se rendit à Pékin dans le but de préparer la voie à la normalisation des relations entre les deux pays, mais sur le chemin du retour, il s'arrêta également au Japon. Il s'agissait d'opposer à la menace soviétique le Japon aussi bien que la Chine.

Pour réaliser cet objectif, il fallait à la fois s'entendre avec la Chine et faire pression sur le Japon. Comme ils envisageaient de retirer leurs troupes de la Corée du Sud, les États-Unis se devaient également de collaborer aussi bien avec la Chine, très écoutée du gouvernement nord-coréen, qu'avec le Japon dont l'influence se révélait tout aussi déterminante sur les dirigeants sud-coréens. Des liens étroits unissent la Chine et le régime nord-coréen de Kim. Celui-ci a contracté une dette énorme envers les Chinois, car n'eût été leur intervention militaire, il aurait été chassé du pays en 1951. Quant au régime de Park, il est redevable aux Japonais de l'industrialisation et de la prospérité économique du Sud. Le gouvernement libéral démocrate du Japon, de tendance conservatrice, est même allé jusqu'à plaider la cause de Park en s'opposant en termes modérés au retrait des troupes américaines. La Chine et le Japon